

IAA
Service environnement
DDPP du Finistère
2 rue de Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES CENTRE BRETAGNE

LIEU DIT KERDONCUFF
29246 Poullaouen

Références : -
Code AIOT : 0052904506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement ENTREPOTS FRIGORIFIQUES CENTRE BRETAGNE implanté LIEU DIT KERDONCUFF 29246 Poullaouen. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS FRIGORIFIQUES CENTRE BRETAGNE
- LIEU DIT KERDONCUFF 29246 Poullaouen
- Code AIOT : 0052904506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les principales activités de l'établissement sont l'entreposage de produits congelés et la congélation de produits frais.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
14	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 1	Sans objet
3	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Sans objet
4	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Sans objet
6	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	Sans objet
7	Conformité par rapport à l'AM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du 16/07/1997 modifié		
8	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41	Sans objet
10	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	Sans objet
11	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Sans objet
12	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	Sans objet
13	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Sans objet
15	Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que plusieurs points de contrôle sont susceptibles de suite à l'issue de cette visite. Il convient à l'exploitant de transmettre, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux points abordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Le classement des activités est le suivant: Article 1 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2004 modifié par AP du 13/11/2008 + demande de bénéfice des droits acquis du 19/05/2016:			
Rubrique	Régime	Libellé avec seuils	Nature de l'activité

			et volume déclarés
4735-1-a	A	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant: 1) Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50kg: a) Supérieure ou égale à 5t	5 tonnes
2221-1	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrants étant: 1. Supérieure à 4 t/j	>2 tonnes / jour
1511-2	DC	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ Un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ou	49 978 m ³

		<p>température et/ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits. Un entrepôt est considéré comme exclusivement frigorifique dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	
2921-1-b	DC	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant</p>	1078kW

		inférieure à 3 000 kW	
Constats : L'exploitant confirme que les rubriques ICPE relatives à l'établissement ainsi que la nature des activités et les volumes déclarés sont conformes à la prescription			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'installation
Prescription contrôlée : Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le dernier audit était en date de mars 2023 et avait été réalisé par la société TECNEA. La synthèse de cet audit indique : 3 / Certificat Atex de l'extracteur non présenté 29 / Analyse eau pluviale non présenté 48 / SDM Sans détection incendie mais armoire électrique protégé Le tableau de synthèse de cet audit indique : Contrôle détection incendie : Dernier contrôle : 10/2023 ; réalisé par la société FIRETEX ; résultat : Conforme Q4 Vérification extincteurs (R4 règles APSAD) : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle : 10/2023 ; réalisé par la société EUROFEU ; résultat : Conforme Q5 Vérification RIA (R5 règles APSAD) : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle : 01/2024 ; réalisé par la société EQUANS ; résultat : Conforme Q17 Système de désenfumage (R17 règles APSAD) : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle : 11/2023 ; réalisé par la société EUROFEU ; résultat : Conforme Q18 Contrôle des installations électriques (isolement) : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle : 06/2023 ; réalisé par la société BUREAU VERITAS ; résultat : Conforme Q19 Contrôle des installations électriques (thermographie) : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle 06/2023 ; réalisé par la société BUREAU VERITAS ; résultat : Conforme Maitrise des risques dysfonctionnement de l'installation (Articles 39, 42) :

Maitrise des risques dysfonctionnement de l'installation (Articles 39, 42) :

EIPS Contrôle des EIPS périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle 06/2023 ; réalisé par la société CLAUGER ; Résultat : Conforme

EPI/ARI Contrôle des équipements de protection individuel : périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle 09/2023 ; réalisé par la société FORST ; Résultat : Conforme

NH3 Contrôle du système de détection ammoniac ; périodicité du contrôle : Annuelle ; Dernier contrôle 02/2024 ; réalisé par la société OLDHAM ; Résultat : Conforme

EIDNH3 Étude implantation détecteur NH3 : Étude : 2020 ; réalisé par la société AREE ; Résultat : Conforme ;

Maitrise des risques surpressions (Article 47, 49, 50, 51) :

ESP_R Requalification ; périodicité du contrôle : 6 ans ; Dernier contrôle 01/2023 ; réalisé par la société APAVE C 400022834 / 2183159-001-1

ESP_I Inspection ESP : périodicité du contrôle : 48 mois ; Dernier contrôle 10/2023 ; réalisé par la société APAVE ; Résultat : Conforme

PI Plan d'inspection : Dernier contrôle 12/2021 ; réalisé par la société AREE ; Résultat : Conforme Approuvé par l'APAVE 20/01/23 N° 22151416

TARAGE Vérification test tarage soupapes ou remplacement : périodicité du contrôle : 6 ans ; Dernier contrôle 01/2023 ; réalisé par la société CLAUGER ; Résultat : Conforme

TUY Inspection des réseaux de tuyauteries : périodicité du contrôle : 48 mois ; Dernier contrôle 06/2021 ; réalisé par la société AREE ; Résultat : Conforme

Sur les écarts indiqués dans l'audit:

3 / Certificat Atex de l'extracteur non présenté : l'exploitant indique que cet équipement est ancien, que la société le commercialisant n'existe plus et qu'il n'est donc pas en mesure de présenter le certificat Atex de cet équipement. L'étude de danger de juin 2003 précise néanmoins en page 18 que la salle des machines est équipée d'un extracteur anti-déflagrant, asservi à une détection d'ammoniac, situé en toiture à une altitude de 6.30 mètres. L'extracteur est de type hélicoïde et dispose d'une protection ADF (anti-déflagrant)

29 / Analyse eau pluviale non présentée : L'exploitant précise qu'il dispose d'un kit et prévoit d'effectuer prochainement un prélèvement en lien avec son laboratoire prestataire.

48 / SDM Sans détection incendie mais armoire électrique protégé : l'exploitant indique que les armoires électriques sont équipées de dispositif d'extinction automatique en cas d'échauffement. Il indique que la salle des machines n'est pas équipée de détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classée les résultats de l'analyse d'eau pluviale réalisée prochainement.

L'exploitant met en œuvre une détection incendie au niveau de la salle des machines conformément à l'article 10.3.6 - Systèmes de détection - de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 autorisant la société Entrepôt Frigorifique Centre Bretagne à exploiter des entrepôts frigorifiques ZA de Kerdoncuff à Poullaouen qui indique : "l'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, dont le déclenchement entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, P.C. incendie, etc)". Ainsi que l'article 48 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 qui indique : "L'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie,

etc.)." L'étude de danger de 2003 indique également en page 31 : "un système de détection incendie est installé dans la salle des machines"
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme. L'exploitant présente à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • le document désignant de la personne, chargée de la surveillance des installations frigorifique NH3 . • les attestations de formation des 2 personnes chargée de la surveillance des installations frigorifiques - Mr Vincent S. (formation réalisée en 2021) et Mr Jérôme C. (formation réalisée en 2022)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur l'ammoniac ; - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations

classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ; - un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme. Date du dernier exercice incendie (manipulation extincteurs sur feux réels) : 20/11/2019 ; un prochain exercice incendie est prévu le 25/02/2025 Date du dernier exercice d'évacuation du personnel : 06/03/2024 Formation NH3 : 2 personnes du site sont formées pour intervention sur SDM ammoniac. 2 personnes formées par la société CLAUGER en décembre 2021 et Décembre 2022
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et procédures d'exploitation
Prescription contrôlée : ...les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, (1) en marche normale, (2) à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations (3) et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant présente à l'inspection la procédure d'exploitation en marche normale mais indique ne pas disposer de procédure d'exploitation à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations ni à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rédige et transmet à l'inspection des installations classées les procédures d'exploitation à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations ainsi que les procédures de remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de consommation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection des installations Classées le registre sur lequel sont indiqué les compléments de charge effectués.
Dernière charge : 500 kg en 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

Al.1 : Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection des Installations classées l'étude de dangers réalisée en 2003. L'exploitant indique l'absence de modification des installations depuis 2003.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de sécurité NH3

Prescription contrôlée :

Al.1 : Les zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre... Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

Al.3 : L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisés dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux. etc.).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection des installations classées le plan des zones de sécurité NH3. L'ensemble des zones de distribution NH3, les combles avec les stations de vannes, la zone évaporateur figurent également sur le plan ;</p> <p>Le condenseur situé à l'extérieur de la SdM : le local de confinement condenseur figure également sur le plan.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection gaz toxiques et d'alarme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable.</p> <p>L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des dispositifs complémentaires. visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et</p>

analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.</p> <p>L'exploitant indique qu'une nouvelle étude d'implantation a été réalisée en octobre 2024 et prescrit l'implantation d'un nouveau détecteur en salle des machines. L'exploitant s'est engagé à transmettre cette étude à l'Inspection des installations classées une fois les travaux réalisés.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection la liste des détecteurs NH3 actuellement installés. L'exploitant indique qu'une mise à jour de ce document sera réalisée à l'issue des travaux d'ajout du nouveau détecteur prévue durant l'année 2025.</p> <p>L'exploitant indique avoir un contrat avec la société Teledyne pour la réalisation annuelle d'un contrôle des détecteurs. L'exploitant présente à l'Inspection le dernier rapport de contrôle de la détection et des asservissements réalisé en 2024.</p> <p>Le compte rendu du contrôle annuel des EIPS réalisé par la société Clauger de mai 2024 indique en page 17 que la manche à air est hors service et est à remplacer.</p> <p>Le rapport d'intervention de la société Teledyne relatif au contrôle de la détection NH3 sur site réalisée le 01/02/2024 indique pour le capteur SDM TOXI (voie 3) les asservissements déclenchés aux seuils 500 ppm et 1000 ppm. L'Inspection constate que le franchissement du seuil de 1000 ppm n'occasionne pas le déclenchement d'asservissements supplémentaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier du remplacement et de la mise en service de la manche à air.</p> <p>Justifier l'absence d'asservissements supplémentaires(ex : coupure alimentation électrique, ...) lors du franchissement du 2ème seuil (1000 ppm) du capteur NH3 SDM TOXI (voie 3).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression, risque incendie (ESP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine...</p> <p>+ art. 6 de l'AM du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples</p> <p>+ cahier technique professionnel (CTP) du 23/07/2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, qui annule et remplace celui du 7 juillet 2014, et qui impose</p>

notamment, à partir du 2/01/2021, l'élaboration d'un « plan d'inspection », rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée (cf.§.A8 du CTP frigo du 20 juillet 2020)

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.

L'exploitant a également transmis en amont de l'inspection la liste des ESP. Le document indique le type d'équipement (récipient, tuyauterie, condenseur, etc.), le nom du constructeur ou du fabricant, le n° de fabrication, l'année de fabrication, les indications PS, Dn et Volume, le fluide utilisé ; pour l'inspection périodique figure sur le document la date de la dernière inspection et la date de la prochaine inspection ; pour la requalification périodique le document indique la date de la dernière requalification et la date de la prochaine requalification ; Le régime de surveillance : référence au CTP systèmes frigorifiques avec chapitre de suivi (B, C, ou D) ainsi que la périodicité des IP et RP.

Le document est correctement renseigné et les périodicités des IP et RP respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

Prescription contrôlée :

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvée. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et. en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité

positive.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.</p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection qu'un système de supervision des installations NH3 avec report d'alarmes sur téléphone portable est en place. L'exploitant dispose également d'un synoptique accessible via son ordinateur lui permettant de visualiser les principaux paramètres de l'installation.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection la liste des EIPS à jour.</p> <p>L'exploitant indique avoir avec la société Clauger un contrat assurant les opérations de contrôle annuel des EIPS. L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle daté de mai 2024.</p> <p>L'exploitant présente également la procédure écrite précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des EIPS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Système de désenfumage en salle des machines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que la salle de machines est équipée en partie haute d'un dispositif permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. La commande d'ouverture manuelle est placée à l'extérieur de la salle des machines et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture sont facilement accessibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention (ammoniac et pollution des eaux)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir; - 50% de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.</p> <p>L'inspection constate que la salle des machines est bien sur rétention. Un document présenté par l'exploitant à l'Inspection indique que le volume de la rétention est de 12m³ pour un volume d'ammoniac estimé de 7.5m³</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, relatif à la salle des machines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.</p> <p>La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.</p> <p>Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.</p> <p>+ §.5.12.1 de la norme NF EN 378-3 : Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence. Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme non conforme. (Certificat ATEX de l'extracteur non présenté).

L'exploitant indique à l'Inspection que cet équipement est ancien, que la société le commercialisant n'existe plus et qu'il n'est donc pas en mesure de présenter le certificat ATEX de cet équipement. L'étude de danger de juin 2003 précise néanmoins en page 18 que "la salle des machines est équipée d'un extracteur anti-déflagrant, asservi à une détection d'ammoniac, situé en toiture à une altitude de 6.30 mètres. L'extracteur est de type hélicoïde et dispose d'une protection ADF (anti-déflagrant)"

L'audit de conformité précise également : débit : 13 000 m³/h conforme en l/s à la norme NF EN 378 pour évacuer l'ammoniac qui pourrait se libérer dans la salle des machines.

L'inspection constate que l'accès à la salle des machines s'effectue exclusivement depuis l'extérieur des bâtiments, par une double porte. Celle-ci, équipée d'un dispositif antipanique, s'ouvre vers l'extérieur conformément aux exigences de sécurité. La porte ne donne pas accès à un espace occupé, mais s'ouvre directement sur une zone à l'air libre. L'inspection constate par ailleurs l'absence de dispositif de fermeture automatique sur cette porte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour la mise en conformité de la porte d'accès à la salle des machines et justifie de ces démarches auprès des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Conformité par rapport à l'AM du 16/07/1997 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des personnels aux risques présentés par l'ammoniac

Prescription contrôlée :

En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique :

- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;
- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;
- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;
- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.

L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié

(douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'audit de conformité - suivant l'Article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 - réalisé le 25 mars 2024 par la société ESPAM Centre Est. Le point est considéré comme conforme.</p> <p>L'établissement dispose de 2 ARI + 2 bouteilles et de 2 masques à cartouche.</p> <p>L'inspection constate la présence de ces équipements qui sont stockés dans un local situé à proximité de la salle des machines.</p> <p>L'exploitant indique que ces équipements font l'objet d'un contrôle annuel réalisé par un prestataire extérieur.</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection le dernier rapport de contrôle en date du 17/09/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite